

Paris, le 7 octobre 1990

## MASSACRE DES POPULATIONS PAR LA DICTATURE DE KIGALI

### Rôle des Légionnaires français au Rwanda ?

Le 4 octobre 1990, 150 parachutistes français débarquent au Rwanda à la demande expresse du régime militaire.

Leur mission officielle : assurer exclusivement la sécurité des 600 français et la protection de l'Ambassade de France à Kigali.

Pourtant, le même jour, dépêché à Paris, le Ministre Rwandais des Affaires Etrangères se déclare "**très heureux de l'intervention et de l'appui de la France**".

Compte tenu de la demande du régime rwandais, cette déclaration laisse craindre que la mission des forces militaires françaises dépasse le cadre d'une simple intervention humanitaire.

De surcroît, le 5 octobre 1990 la France envoie un 2<sup>ème</sup> contingent de 150 autres parachutistes avec armes et matériel militaire sophistiqué. Ceci est d'autant plus surprenant qu'une importante partie de la population française présente au Rwanda est rapatriée sur Paris !

### QUE SE PASSE -T-IL AU RWANDA?

Le régime issu du coup d'état militaire du 5 juillet 1973 se sait depuis longtemps menacé.

La réponse du pouvoir ?

- Arrestations, assassinats maquillés de journalistes et d'étudiants.
- Répressions et éliminations physiques au sein de l'armée et de la population civile.
- Refus catégorique d'une ouverture démocratique qui seule permettrait de résoudre les véritables problèmes du pays :
  - . famine endémique, plus particulièrement dans le sud du pays ;
  - . corruption généralisée et détournement de fonds publics par les dignitaires du régime ;
  - . politique systématique de division nationale sur des bases "éthniques et régionales" ;
  - . refus de prendre en compte les exigences légitimes des exilés rwandais qui aspirent à retourner dans leur pays.

Toutes les tentatives de changement pacifique se sont heurtées à une répression brutale du pouvoir.

Lundi 1er octobre 1990, une attaque d'opposants armés contre les forces gouvernementales, revendiquée par le FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (RPF), accélère les événements.

Les objectifs de cette organisation :

- mettre fin à la dictature militaire au pouvoir à Kigali ;
- établir un véritable Etat de droit n'excluant aucun rwandais
- sortir du schéma archaïque qui "tribalise" tout conflit social et politique au Rwanda et en Afrique, de façon générale.

Le 6 octobre 1990, un porte-parole du Front Patriotique Rwandais précise que son organisation regroupe en son sein des opposants rwandais au-delà de leur simple appartenance ethnique.

La veille, le 5 octobre 1990, l'Ambassadeur de France à Kigali avait de même déclaré qu'il ne s'agissait pas d'un conflit ethnique.

Les témoignages recueillis à Paris le 6 octobre 1990 auprès de ressortissants français en provenance de Kigali soulignent le fait que les opposants armés n'ont eu pour cible que les forces gouvernementales et qu'aucune victime civile, rwandaise ou étrangère, n'a été mise sur le compte des combattants du RPF.

A l'heure actuelle, alors que l'on constate la présence de parachutistes français et belges, ainsi que de troupes zairoises de la garde présidentielle de MOBUTU, des **rafles systématiques** et une **répression sanglante** menée par les forces gouvernementales s'abattent sur la population rwandaise (hommes, femmes et enfants) dans tout le pays et en particulier dans les quartiers populaires de la capitale.

**La présence de légionnaires français au Rwanda ne cautionne-t-elle pas les crimes perpétrés contre la population?**

L'opinion française et le Gouvernement de la France peuvent-ils rester silencieux et se rendre ainsi complices de tels massacres?

Le Comité "Unité, Paix, et Démocratie au Rwanda" exige le retrait immédiat de toutes les forces militaires étrangères qui maintiennent en survie ce régime condamné.

**COMITE UNITE, PAIX et DEMOCRATIE au RWANDA.**  
**153, Avenue Charles De Gaulle**  
**92200 Neuilly**  
**tel.: 48 24 29 06**